



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Corse**

Arrêté n°F09424P030 du 30 AVR. 2024

Portant décision d'examen au « cas par cas » relatif au projet de défrichement pour la réalisation de 14 lots, sur le territoire de la commune de CASAGLIONE, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (hors classe) – M. Amaury de SAINT-QUENTIN ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 avril 2023 nommant Monsieur Jean-François BOYER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse à compter du 15 mai 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2023-05-17-00002 du 17 mai 2023 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOYER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2023-12-08-0000 du 08 décembre 2023 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, préalable au projet de défrichement pour la réalisation de 14 lots, sur le territoire de la commune de CASAGLIONE, présentée le 19 mars 2024 par l'ASL San Antonio, représentée par M. Guillaume GIONVANNELLI, demande réputée complète au 15 avril 2024 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en un défrichement de 2,5 ha pour la réalisation de 14 lots, sur les parcelles cadastrées C 540 – 847 – 848 – 850 – 851 – 852 – 854 – 889 – 891 – 971 – 972 – 977 – 981 – 997 – 998 – 1017 – 1018 – 1019 – 1020 – 1060 - 1062, sur le territoire de la commune de CASAGLIONE ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 47°b « Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- Au sein d'une zone de sensibilité à la Tortue d'Hermann,
- Au sein de la zone sensible archéologique de Tiuccia ;

Considérant plus précisément que le projet prévoit la réalisation de 13 maisons individuelles et un bâtiment collectif de 6 logements, pour une emprise maximale au sol de 6 025 m² ;

Considérant que la surface maximale imperméabilisée définie par le règlement de lotissement est de 6 180 m², que 33 puits d'infiltration, pour un volume de rétention total de 242 m³, seront implantés sur les 14 lots pour infiltrer l'ensemble des eaux pluviales sur les parcelles, conformément au PLU de la commune ;

Considérant que le projet sera raccordé au réseau collectif de la commune pour les eaux usées ;

Considérant que le règlement de lotissement proposé dans le dossier reprend les principales dispositions du PLU de la commune, permettant ainsi son intégration dans son environnement, par la limitation de la hauteur des constructions au R+1 ou l'adéquation des teintes avec le hameau existant ;

Considérant les mesures engagées pour limiter les incidences sur la biodiversité, comme la réalisation des travaux de défrichement hors périodes sensibles, la mise en œuvre de précautions en phase travaux et d'une clôture perméable pour la petite faune ;

Considérant l'engagement du pétitionnaire, avant tout travaux, à réaliser un diagnostic écologique afin de définir les enjeux écologiques et adapter les mesures proposées dans le dossier ;

Considérant que le pétitionnaire devra s'assurer de l'absence d'espèces protégées sur le site, qu'en cas d'impacts résiduels du projet sur des espèces protégées ou leurs habitats, il devra, avant d'entreprendre tout travaux, procéder à une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ;

Considérant que, en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques lors des travaux, le pétitionnaire devra en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui en informera le préfet en application des articles L. 531-14 et R. 531-14 du code du patrimoine ;

Considérant que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement.

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

Article 1^{er} – Le projet de défrichement pour la réalisation de 14 lots, sur le territoire de la commune de CASAGLIONE, faisant l'objet du présent arrêté **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 – Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le directeur, et par délégation
Le directeur régional adjoint
de la DREAL Corse


Nicolas SURUGUE

Voies et délais de recours

— Recours administratif préalable obligatoire : à adresser à monsieur le préfet de Corse, Palais Lantivy, BP 401 – 20188 Ajaccio Cedex 1. Ce recours doit être obligatoirement introduit avant tout recours contentieux sous peine d'irrecevabilité de ce dernier. Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, il a pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

— Recours contentieux : à adresser au Tribunal administratif de Bastia, Villa Montepiano, 20 407 BASTIA. Le Tribunal administratif de Bastia peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. Le recours contentieux peut être introduit dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.

